

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 16/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN EDP RENEWABLES PROUVILLE 1

40 avenue des Terroirs de France
75012 Paris

Références : 2025-E20097
Code AIOT : 0005107393

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2025 dans l'établissement PARC EOLIEN EDP RENEWABLES PROUVILLE 1 implanté PARC EOLIEN Prouville I 80370 Prouville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par transmission du 06/02/2025, l'exploitant a communiqué à l'inspection un rapport d'incident survenu le 27/01/2025 relatif à une fuite d'huile survenue sur l'éolienne E03.
Une visite d'inspection a donc été programmée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN EDP RENEWABLES PROUVILLE 1
- PARC EOLIEN Prouville I 80370 Prouville
- Code AIOT : 0005107393

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les éoliennes, de type VESTAS V90, présentent les caractéristiques suivantes :

- hauteur de l'aérogénérateur (moyeu) : 80 m ;
- hauteur totale : 125m ;
- puissance unitaire : 2 MW ;

Les mâts des aérogénérateurs sont de type acier.

La société EDP RENEWABLES exploite un parc de 6 aérogénérateurs d'une puissance unitaire de 2MW sur le territoire des communes de Prouville.

Elle dispose d'un certificat d'antériorité daté du 26 septembre 2012. Le parc éolien a été mis en service en janvier 2009.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'accident ou d'incident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Sans objet
2	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
3	Elimination des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a transmis à l'inspection un rapport d'incident survenu le 27/01/2025 relatif à une fuite d'huile survenue sur l'éolienne E01 du parc. Le jour de la visite d'inspection, il a été constaté qu'une nouvelle fuite était en cours.

L'exploitant a mis en place un plan d'action curratif et préventif en lien avec cet incident, une fois l'ensemble des actions prévues réalisées, il communiquera le rapport d'incident actualisé à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident ou d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Autre, Déclaration accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport</p>

d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées.

Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Par transmission du 06/02/2025, l'exploitant a communiqué à l'inspection un rapport d'incident survenu le 27/01/2025 relatif à une fuite d'huile survenue sur l'éolienne E03 du parc (numéro série 31286).

Le rapport d'incident fait état d'un écoulement d'environ 40 litres provenant d'une fuite au niveau de la boîte de vitesse située dans la nacelle de cette machine.

Suite à cet incident il avait été programmé une montée en nacelle le jour de la visite d'inspection. Le jour de la visite il a été constaté des traces d'huile au niveau du haut du mat sous la nacelle, des traces de projection sur le mat ainsi qu'au sol (la planche photographique en annexe 1 illustre la situation).

La montée en nacelle a permis de constater qu'une nouvelle fuite était en cours, de l'huile étant présente dans la rétention de la nacelle ainsi qu'au niveau de la nacelle.

Au vu des quantités présentes et de l'absence de déclenchement des alarmes de niveau d'huile dans la boîte de vitesse, il semble probable que cette fuite était relativement récente (la planche photographique en annexe 1 illustre la situation).

La fuite avait lieu au niveau du joint de boîte de vitesse, l'ensemble de l'huile a été collecté au niveau de la rétention.

La machine, déjà à l'arrêt durant la montée en nacelle, a été maintenue à l'arrêt jusqu'à intervention des équipes de maintenance qui sont intervenues le jour même pour le nettoyage interne et le lendemain pour réparation et remplacement du joint défectueux à l'origine de la fuite.

L'analyse des circonstances de ces deux événements par l'exploitant indique :

L'analyse des circonstances de ces deux événements par l'exploitant indique :

- 22 janvier : Signalement et constat de la fuite (flasque HSS + joint trappe de visite endommagé + nettoyage)
- 30 janvier : Boroscopie = Changement de la gearbox nécessaire ;
- 31 janvier : réfection du joint de trappe de visite + vérification de la flasque ;
- 7 février : fuite toujours présente ;
- 18 février : Nettoyage en machine ;
- 20 février : Nouvelle réparation ;
- 3 mars : Filtre à air encrassé = montée en pression de la GBX ;
- 6 mars : Vérification par une équipe = plus de fuite constatée.

L'exploitant a également indiqué qu'une dent de pignon de cette boîte était cassée.

L'exploitant a communiqué les rapports de maintenances effectuées sur cette machine au titre de l'année 2024. Ce rapport n'indique pas de défaut d'entretien au niveau de la machine. Il est relevé 2 ordres de travaux qui pourraient avoir en lien avec un problème hydraulique (08/10 /2024

et 13/10 /2024, cf point de contrôle suivant du présent rapport).

Le remplacement complet de la boîte de vitesse est prévu par l'exploitant début juin 2025.

L'exploitant a communiqué la Fiche de Donnée et Sécurité de l'huile hydraulique moteur (Huile de marque Castrol référencée Optigear Synthetic CT 320).

La section 2 de la FDS n'indique pas d'identification et de mention de dangers spécifiques en lien avec la réglementation CLP, notamment l'absence de mention de dangers relatifs aux dangers pour l'environnement.

La section 12 de la FDS indique l'absence de potentielle atteinte au milieu écologique pour cette huile.

Un diagnostic de la pollution des sols a été mené (rapport EMTS environnement en date du 06/03/2025) indique une pollution de sols à proximité immédiate du pied de tour (moins de 2m), sur les sols recouvrant la semelle de fondation.

Les valeurs en HCT dans le sol due à la projection d'huile sont comprises entre 105 et 267 mg/kg MS sur trois spots contre une valeur témoin du sol à proximité de 35 mg/kg MS en HCT. Aucune trace de pollution par des HAP n'a été détectée.

Une excavation des trois spots identifiés est préconisée et est prévue par l'exploitant.

Le nettoyage du mât est également prévu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La transmission du premier rapport d'incident (en date du 06/02/2025) doit être complétée par un rapport actualisé prenant en compte l'incident constaté le jour de la visite. Ce rapport actualisé devra détailler les causes profondes de ces incidents avec le retour d'expérience éventuel à prendre en compte sur ce type de machine.

L'exploitant indiquera si des actions correctives sont à mettre en place sur des machines équivalentes à celle impliquée dans l'incident.

Il indiquera également les différentes actions réalisées liées au nettoyage, à l'élimination des déchets et au traitement des terres excavées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Constats :

<p>L'exploitant a communiqué les différents ordres de travaux réalisés sur la machine ces derniers mois. Ont notamment été communiqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> -L'ordre de travail référencé « <i>Bal V80/V90-1.8/2MW Q - Service 15 year</i> » en date du 24/09 au 26/09 relatif à la maintenance 15 ans de la machine. La section 7 de ce rapport, en lien avec les systèmes hydrauliques, indique les points contrôlés et ne laisse pas apparaître de point défaillant. <p>Il est relevé 2 ordres de travaux qui pourraient avoir en lien avec un problème hydraulique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - numéroté 62970647, référencé «<i>COR - Leak oil kit inst. (Alarm 216 rela</i> » en date du 08/10 /2024 ; - numéroté 65213711, référencé «<i>165 -Low oil-level, hydraulic</i> » en date du 13/10 /2024. <p>Il convient que l'exploitant analyse ces interventions afin de déterminer si elles sont en lien avec les deux incidents en date du 27/01/2025 et du 18/02/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Elimination des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué la Fiche de Donnée et Sécurité de l'huile hydraulique moteur (Huile de marque Castrol référencée Optigear Synthetic CT 320). La FDS n'indique pas de Mentions de danger relatives aux dangers pour l'environnement La section 13 de la FDS indique le code déchet 13 02 06 * qui désigne les huiles moteurs, de boîte de vitesses et de lubrification synthétiques usagées, qui sont classées dans la catégorie des déchets d'huiles minérales ou synthétiques.</p> <p>Une partie de cette huile s'est écoulee en pied d'éolienne.</p> <p>Une excavation des terres impactées est prévue.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fera éliminer les déchets en lien avec ces incidents dans les filières dédiées et autorisées. Il communiquera les justificatifs d'élimination à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>